

SELON BENMERADI

L'Algérie n'accorde aucun avantage particulier à la France

L'Algérie n'accorde aucun avantage particulier à la France, selon le ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement, même si les négociations progressent sur certains projets de partenariat.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Hôte hier à l'APN du groupe parlementaire algéro-français, et répondant aux

appréhensions et réticences de plusieurs députés, Mohamed Benmeradi a notamment affirmé que l'Algérie n'octroie aucun avantage spécifique hors le cadre réglementaire actuel et n'escompte que le transfert de technologie.

Et dans la mesure, selon M. Benmeradi, où notre pays doit profiter de la conjoncture financière favorable où il se trouve pour diversifier davantage son économie et attirer tout investissement direct étranger.

Et que, laisse-t-il entendre, la France entend récupérer le terrain perdu face à d'autres investisseurs et partenaires commerciaux européens ou autres.

Or, le ministre éludant le caractère contradictoire, des avantages économiques en termes d'exonérations douanières, de bonification de taux d'intérêt et une contribution du Fonds national d'investissement



Photo : Samir Sid

notamment pourraient être accordés aux Français. Et ceci dans le cadre des discussions sur le projet d'implantation d'une usine de fabrication automobile avec le constructeur français, d'une capacité pouvant aller jus-

qu'à 150 000 véhicules par an, où la partie française aura 49%. Des discussions en bonne voie, selon Mohamed Benmeradi, concernant notamment le taux d'intégration (50 à 75% de la valeur ajoutée de l'usine pouvant

être produite en Algérie), la participation de 80 entreprises nationales sous-traitantes éligibles à la mise à niveau ainsi que la possibilité d'exportation de 10% de la production non écoulée même si la question du mode de commercialisation (quel label ?) reste encore en suspens.

Néanmoins, un projet qui fait partie des dossiers litigieux traités entre M. Benmeradi et l'ancien Premier ministre français, Jean-Pierre Raffarin, et dont 60% ont été réglés jusque-là durant trois rounds de discussions. Autres avantages concédés mais non particuliers, la possibilité pour des PME françaises, y compris les Sarl, de bénéficier du management des projets en partenariat.

En notant qu'une centaine d'entreprises françaises seront présentes au Forum économique bilatéral prévu les 30 et 31 mai 2011, concomitamment au 4^e round de discussions algéro-françaises et à la veille de la Foire internationale d'Alger.

C. B.

ÉGALITÉ DES GENRES ET AUTONOMISATION DES FEMMES

La société civile prend des cours

La société civile bénéficie, depuis hier, d'une formation en matière d'analyse genre et plaidoyer pour le genre, à Alger.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Cette formation de cinq jours, organisée par le ministère délégué chargé de la Condition féminine, intervient dans le cadre de la mise en œuvre du programme commun de coopération sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.

Durant cette formation, l'accent sera mis sur un meilleur accès à l'emploi pour les femmes.

M^{me} Houacine, chef de cabinet au département de Nouara Djaâfar, a souligné, lors de son intervention, que l'objectif de cette session de

formation est de renforcer et sensibiliser les cadres de la société civile sur ce concept afin de les outiller pour qu'ils soient des relais en matière d'organisation, de plaidoyer, d'analyse et de stratégie.

«Il s'agit, d'une part, de renforcer les capacités des associations, en matière d'analyse genre, afin de mieux comprendre les facteurs générateurs d'inégalité et de pouvoir mettre en place des stratégies de plaidoyer sur le genre afin de diffuser une culture de l'égalité de genre et d'équité pour un impact plus effectif des actions, d'autre part», a-t-elle précisé. La mise en place d'un processus de plaidoyer pour le genre permettra également, poursuit-elle, de mieux contribuer à la promotion de l'égalité entre les sexes et de conforter le processus de

changement pour l'autonomisation des femmes dans la société.

C'est dans ce but, dira M^{me} Houacine, que cette formation insistera sur le fait que le plaidoyer sert, entre autres, à renforcer la sensibilisation et la participation des citoyens au processus d'élaboration des politiques.

L'intervenante a expliqué que le genre est un concept par lequel on essaie de rééquilibrer les relations, notamment entre les hommes et les femmes.

«Bien que la législation soit l'une des plus égalitaires, dans la pratique, il existe toujours un déséquilibre. Que l'on ne se trompe pas, car ceci n'est pas spécifique à l'Algérie», a-t-elle conclu.

S. A.

OPÉRATION DE L'ANP À BÉNI-YENNI

Un militaire tué

Comme rapporté dans notre édition d'hier, l'ANP a engagé samedi en fin de journée une opération de recherche de terroristes, dont le nombre n'a pas été déterminé avec exactitude. Leur présence a été signalée quelques jours plus tôt dans les maquis environnants de Béni-Yenni.

Une opération qui a nécessité le déplacement de dizaines de militaires sur les lieux, bou-

clés depuis. Selon plusieurs sources, locales et sécuritaires, le premier bilan établi samedi en début de soirée fait état d'un militaire tué et de deux autres blessés. Il était, au même moment, impossible d'établir si des terroristes avaient été abattus ou blessés. Jusqu'à hier, en mi-journée, l'opération se poursuivait toujours. Par ailleurs, on a appris de sources sécuritaires qu'un autre kidnapping a été enregistré dans la wilaya de Tizi-Ouzou dans la soirée de samedi, trois jours après l'enlèvement du jeune homme

de Béni-Douala, dont on demeure sans nouvelles depuis sa disparition à un faux barrage établi sur la route reliant Tizi-Ouzou à Béni-Douala, au lieudit Tala-Bounane. Samedi soir, c'est à Mechtras, à une trentaine de kilomètres toujours au sud de Tizi-Ouzou, que H. Saïd, un entrepreneur âgé de plus de cinquante ans, a été enlevé par des hommes armés agissant à visage découvert, comme cela a été le cas pour le jeune homme de Béni-Douala.

A. M.

LAKHDARIA

Deux terroristes abattus et leurs armes récupérées

Hier, aux environs de 4 heures du matin, les forces spéciales de l'ANP ont réussi à mettre hors d'état de nuire deux terroristes et récupéré leurs armes, des kalachnikovs, apprend-on de sources sûres.

D'après nos sources, les deux terroristes ont été surpris par des militaires embusqués sur les hauteurs de Lakhdaria, au lieudit Thellath, en ne leur laissant aucune chance d'user de leurs armes pour

riposter. Hier, les cadavres des deux terroristes se trouvaient au niveau de la morgue de l'hôpital de Lakhdaria. Depuis quelques semaines, une recrudescence d'actes terroristes, œuvre de la phalange El Farouk qui

active dans la région sous la houlette d'Aqmi, à laquelle elle avait fait allégeance, a été remarquée au niveau de la région de Lakhdaria où, en l'espace d'un mois, quatre attentats à la bombe ont eu lieu, causant la mort à un gendarme, et faisant plusieurs blessés parmi les gendarmes et les militaires.

Outre ces attentats à la bombe, actionnée à distance, des kidnaps

pings ont refait également surface dans cette région où deux citoyens, à Kadiria et Lakhdaria, ont été kidnappés en l'espace de dix jours. Si le jeune commerçant de Lakhdaria a été relâché sain et sauf jeudi dernier, le cas du jeune commerçant de Kadiria reste toujours pendant ; nous n'avons aucune nouvelle de lui à l'heure actuelle.

H. M.

FORMATION DES CADRES BANCAIRES

L'ABEF lance une salle de marchés

L'Association des banques et établissements financiers (ABEF) vient de mettre en place une salle des marchés au niveau de l'Institut interbancaire de formation (SIBF) à Dely-Ibrahim.

Lancée en partenariat avec le groupe Citibank, cette salle est destinée aux cadres bancaires en poste au niveau des directions financières, des trésoriers et des cambistes qui bénéficient d'une formation technologique évoluée. Des logiciels didactiques et des simulations ou jeux de rôles sont ainsi mis à la disposition des agents concernés. Il s'agit, selon le délégué général de l'ABEF, Abderrahmane Benkhalfa, d'une institution de formation moderne et de maîtrise dans le domaine de la finance de marchés. Elle complète la formation classique dans la gestion de la trésorerie, des flux monétaires et des risques de marchés.

Et dans la mesure où l'establishment bancaire entend assurer une formation régulière et performante des agents des services commerciaux et financiers au nombre de 30 000.

C. B.

Des citoyens ferment la RN9 à Béjaïa

Les habitants du village d'Aït L'hadj, relevant de la municipalité de Tala Hamza, ont procédé, hier, à la fermeture à la circulation automobile de la RN 9 au lieudit Iryahen, à la sortie est du chef-lieu de la wilaya de Béjaïa, pour exiger des pouvoirs publics la mise en place de ralentisseurs sur cette importante voie express traversant leur localité afin de parer au danger omniprésent auquel sont exposés les villageois. L'un des manifestants a rappelé à l'occasion que deux personnes de son village ont déjà trouvé la mort ces dix derniers jours sur cette route. Les citoyens protestataires réclament également la réalisation de trottoirs, l'éclairage public et la réfection du réseau d'assainissement de leur village.

A. K.